

viétique serait expansionniste, est tout simplement fausse». Et au cours du débat récent au Bundestag sur le désarmement, le chef du groupe parlementaire du SPD, Wehner a déclaré : «Certes, il existe une philosophie selon laquelle une menace viendrait de l'Union soviétique. Moi je le conteste. De son potentiel, il faut en discuter avec elle, mais c'est défensif, et non pas agressif».

Dans le même temps, les négociations avec la RDA semblent se débloquent, (voir les accords économiques concernant un canal de liaison entre les deux Berlin), tandis qu'une partie de la bourgeoisie, vivement critiquée d'ailleurs par les dirigeants sociaux démocrates parle de plus en plus ouvertement de réunification de l'Allemagne.

Les contradictions qui opposent la RFA et les USA, principalement au sujet de la défense n'aboutissent pas à une remise en cause de la domination américaine en Europe. Les liens germano-américains restent des liens privilégiés, et les Etats-Unis disposent toujours, du fait de la dépendance quasi totale de la RFA en matière de défense, d'un puissant moyen de pression sur l'Allemagne de l'Ouest.

Pendant ces contradictions existent, elles se sont développées dans la dernière période et ont abouti pour l'instant à un certain rapprochement entre Bonn et le social-impérialisme qu'il ne faudrait d'ailleurs pas surévaluer. Peut-on donc à cet égard, parler de la RFA comme le fait le PCF, comme d'un cheval de Troie des USA, permettant aux USA une domination sur l'Europe par impérialisme secondaire interposé? La réalité infirme cette analyse qui ne tient pas compte des éléments nouveaux, des contradictions limitées mais réelles qui opposent la RFA à la superpuissance US.

3- Le plan Davignon constitue-t-il la mainmise de la RFA sur la sidérurgie française?

Dans sa propagande, l'élément choc que ressort le PCF à chaque occasion, c'est le plan Davignon, plan de réduction concertée de la production d'acier dans chaque pays d'Europe qui porte le nom du commissaire belge Davignon :

«Davignon, ce vicomte et technocrate, servant bien les intérêts des

grandes sociétés multinationales-européennes et surtout allemandes, a mis dans son plan la destruction d'une partie importante de la sidérurgie et des mines de fer françaises» (3).

Or curieusement, la première version de ce plan, visant donc à fixer des quotas de production pour chaque pays, par produit et par usine, a été adopté sous la pression des maîtres de forge français. Il ne concernait alors que les «ronds à béton» et les capitalistes de la sidérurgie française craignaient la concurrence des «bresciani», les producteurs italiens spécialisés dans les ronds à béton.

En 1974, la sidérurgie des pays de la CEE est dans son ensemble, plus vétuste, que celle de ses grands concurrents, notamment le Japon. Le nombre d'heures de travail nécessaire à l'élaboration d'une tonne d'acier (voir tableau) laisse apparaître de très grandes différences principalement avec le concurrent japonais.

Or la crise, entraînant une perte de débouchés intérieurs et extérieurs, amène les 9, qui se livrent à une concurrence acharnée, à se concerter pour limiter les effets les plus sauvages de cette concurrence.

Le plan Davignon est issu de cette concertation, qui est le résultat, comme chaque plan européen, du rapport de force entre les différents impérialismes en présence.

Ce plan appelé également «plan anti-crise» a été adopté par le conseil des ministres des 9 en décembre 1977, donc pour l'ensemble des Etats, dont l'impérialisme français, et non promulgué

par le sieur Davignon lui-même...

Ce plan prévoit deux volets, l'un interne, l'autre externe.

A l'intérieur, des prix minima ont été fixés pour les produits longs les plus touchés par la crise, des prix ont été recommandés pour les autres produits. Des quotas de production ont été négociés entre la Commission de Bruxelles et un groupement constitué de tous les maîtres de forges européens, à l'exception des «bresciani».

A l'extérieur, des accords d'auto-limitation ont été négociés avec les fournisseurs extérieurs de la Communauté pour stabiliser leurs ventes, des actions anti-dumping ont été organisées contre les importations faites par les pays tiers vendant à des prix trop bas.

La restructuration de l'industrie sidérurgique n'est pas chose nouvelle. Depuis 1975, d'après les chiffres officiels de la CEE, elle a signifié 100 000 licenciements dont 60 000 depuis 1977.

Les licenciements dans la sidérurgie.

RFA : 26 000
GB : 25 000
France : 22 000
Belgique : 15 000
Luxembourg : 6 000

Cela n'est pas suffisant, déclarent les experts de la CEE, qui considèrent que les capacités de production actuelles devront être réduites d'environ 20 à 25 millions de tonnes, entraînant par conséquent la fermeture des installations les moins compétitives. Pour certains produits comme le fil machine, les

Heures de travail par tonne d'acier (1974)		Différence en % par rapport au Japon :
Belgique - Luxembourg...	7,0	+ 19
France.....	11,2	+ 90
Allemagne.....	7,9	+ 34
Royaume-Uni.....	13,0	+ 120
Italie.....	7,1	+ 20
Pays-Bas.....	6,6	+ 12
U.S.A.....	7,3	+ 24
Japon.....	5,9	—

(3) Tract du PCF à Usinor.